

**Comité préparatoire  
de la Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2010**

10 mai 2007  
Français  
Original : anglais

---

**Première session**

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

**La question de l'ordre du jour de la première session  
du Comité préparatoire de la Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2010**

**Document de travail présenté  
par la République islamique d'Iran**

1. Tout d'abord, permettez-moi d'exprimer ma déception face au fait que les participants à la Conférence n'ont toujours pas pu commencer à débattre des questions de fond en raison de leurs divergences à propos de l'ordre du jour de la Conférence. Permettez-moi aussi de dire qu'il est lamentable que les délégations et les représentants de la société civile n'aient pu présenter leurs points de vue concernant les dispositions de fond du Traité. Comme on peut cependant prévoir que ces points de vue, bien qu'ayant certainement été exprimés dans les déclarations générales des représentants, seront exposés de façon plus détaillée dans les déclarations distinctes qui seront faites lors des discussions de groupe, j'attends donc avec intérêt les déclarations qui seront faites à la présente séance.

2. Cela étant, il semble que des distinctions artificielles aient été établies entre questions de fond et questions de procédure. On a ainsi accusé la délégation iranienne de polémiquer sur des questions de procédure au détriment des questions de fond. J'estime que si une telle distinction n'était pas artificielle, on pourrait se demander pourquoi d'autres délégations, aux yeux desquelles l'ordre du jour ne tient compte que de certains aspects techniques de nos activités, refusent avec autant d'intransigeance d'y insérer deux mots qui auraient pour effet de réaffirmer la nécessité de respecter toutes les dispositions du Traité. N'hésitons donc pas à admettre que l'ordre du jour est un élément important de l'examen du Traité et sert en fait de cadre aux débats de fond que nous tenons à cette fin.

3. On prétend que l'Iran a remis inopportunément en cause l'énoncé de l'ordre du jour de la première session du Comité, qui avait fait l'objet de plusieurs mois de négociations avec tous les États concernés. Je tiens à préciser à ce propos que l'énoncé de cet ordre du jour n'a jamais fait l'objet d'un débat avant d'avoir été officiellement distribué aux États parties, le 28 mars 2007, à New York par le



Président. J'ai fait part sans attendre du souhait de mon gouvernement d'examiner sans discrimination toutes les dispositions du Traité et toutes les obligations qu'il impose. À trois autres occasions, le mois dernier, les représentants de la République islamique d'Iran à New York et à Vienne ont, avant le début de la séance, demandé au Président de modifier son projet d'ordre du jour provisoire pour éviter des difficultés importantes.

4. Ceux qui dirigent les négociations internationales ont un rôle prépondérant à jouer pour faciliter le déroulement des consultations menées par les participants. S'ils ne sont pas parties aux négociations, ils doivent en revanche créer les conditions voulues pour que les parties puissent tomber d'accord et adopter des décisions sans difficultés. L'Ambassadeur Amano, en sa qualité de Président de la présente session du Comité, s'est attaché avec la plus grande énergie à orienter les débats, et nous apprécions la détermination dont il fait preuve pour que la session soit couronnée de succès. Il a tenté à plusieurs reprises, assurément en toute bonne foi, de faire valoir son « intention », sa « compréhension », son « point de vue », sa « décision » et, en fait, sa « position » dans les négociations, mais l'inflexibilité dont il a fait preuve dans certains aspects de nos travaux lorsqu'il lui a été demandé de reformuler ou de modifier sa suggestion initiale, de même que son manque de transparence dans la conduite des consultations, ont malheureusement rendu nos débats encore plus complexes et accru la confusion parmi les parties concernées.

5. On a souvent opposé les vues de la majorité à celles de la minorité à la présente conférence et on s'est souvent servi de cette catégorisation pour tenter d'infléchir certains points de vue ou faire pression sur certaines parties. S'il s'agit là de commencer à démocratiser les institutions internationales, en particulier dans le domaine du désarmement, je tiens à dire officiellement que la délégation iranienne s'en félicite car il est évident que le mécanisme du désarmement a été paralysé ces dernières années par une large application de la règle du consensus, ce dont témoignent clairement les travaux de la Conférence du désarmement et de la Commission du désarmement, les négociations concernant la Convention sur les armes bactériologiques et les travaux relatifs au TNP (ceux du Comité préparatoire comme ceux des conférences d'examen). Si tel est le souhait général, la délégation iranienne est disposée, pour tenter de sortir de cette impasse, à engager une procédure de vote sur ce point de l'ordre du jour et à envisager de recourir à cette possibilité en d'autres occasions, lorsque des divergences de vues entraveront le déroulement des travaux et qu'il ne sera pas possible de parvenir à une conclusion. Si d'aucuns estiment au contraire qu'il faut observer scrupuleusement la règle du consensus pour mener les travaux de la session, nous devrions alors aussi tenir compte du fait que l'application de cette règle peut ne pas toujours être adaptée à certaines positions. De plus, si le consensus est la règle, j'espère que vous conviendrez avec moi qu'il était malvenu de s'en prendre à la délégation iranienne à trois reprises en séance plénière officielle alors que sa position était connue avant la séance.

6. Exprimer ses positions de manière transparente est une des règles de la diplomatie internationale, car cela permet aux délégations de bien se comprendre et facilite les compromis. Cependant, à la présente conférence, des délégations qui ont pourtant une opinion tranchée sur la distinction entre questions de procédure et questions de fond établie à la réunion ont choisi de rester silencieuses et de laisser le Président et d'autres délégations tenter de régler le problème. C'est pourquoi, depuis le début des travaux, nous n'avons pas reçu de réponse claire à la question de savoir

quelles délégations s'opposent à ce que l'on adopte l'énoncé de l'ordre du jour de la session du Comité de 2002 et lesquelles sont opposées à une modification mineure de l'énoncé de l'ordre du jour de la présente session, tendant à réaffirmer la nécessité de respecter toutes les dispositions du Traité. Il nous a été dit que cette modification risquait de ne pas être acceptée parce qu'il était largement admis que l'énoncé actuel de l'ordre du jour ne devait pas faire l'objet de nouvelles discussions, mais nous concluons que le refus d'ajouter les deux mots susmentionnés s'explique par le fait que cet ajout ne convenait pas à certaines délégations. Je pense que personne ne nourrit l'illusion que l'énoncé d'un ordre du jour est sacré et ne peut être modifié. Il est évident qu'il n'est qu'un instrument pour parvenir à un accord et qu'il devrait toujours offrir une marge de manœuvre suffisante pour que l'on y parvienne. Il doit par définition pouvoir être amélioré et nous ne considérons pas qu'il soit « à prendre ou à laisser ». La délégation iranienne craint vivement que l'on ne s'inspire du précédent qui vient d'être établi lors des futures réunions du Comité préparatoire et des futures conférences d'examen.

7. La délégation iranienne participe à la Conférence avec la volonté de contribuer réellement à ses débats de fond. Les parties à un traité sont vues comme les membres d'un club qui sont déterminés à collaborer étroitement à la poursuite d'une cause commune dans le respect mutuel, en encourageant d'autres personnes à se joindre à eux. La politique du deux poids, deux mesures, l'affrontement avec un État partie et la mise à l'écart de celui-ci compromettraient la réalisation de cet objectif, mettraient en échec l'esprit de coopération et réduiraient l'intérêt de faire partie du club. En toute honnêteté, la délégation iranienne ne s'attendait pas à ce que la Conférence aboutisse à l'impasse dans laquelle elle se trouve, en particulier à cause d'une question d'une très grande importance – l'ajout d'un petit membre de phrase au projet d'ordre du jour de la Conférence, à savoir « le respect de toutes les dispositions du Traité », qui s'est avéré être un problème pour toutes les autres délégations. Nous avons donc fait de notre mieux pour faire passer l'important message que la Conférence doit exprimer avec force et de la manière la plus raisonnable et la plus efficace possible. Nous sommes très déçus que certaines délégations aient eu recours à des artifices de procédure pour empêcher que le membre de phrase en question soit ajouté au projet d'ordre du jour. De surcroît, il y a eu dès le début de la session une propagande inacceptable, qui visait à politiser la position de la délégation iranienne moyennant la diffusion d'informations mensongères auprès des médias. Si, au lieu d'insister sur sa propre proposition, le Président avait donné une chance au texte de l'ordre du jour de la session du Comité préparatoire en 2002, dont la délégation iranienne a proposé l'adoption au début de la séance (les termes de l'énoncé avaient déjà été adoptés par consensus), nous aurions déjà pu avoir un important débat de fond et nous n'aurions pas perdu un temps précieux. Quoi qu'il en soit, de nombreuses délégations ont pris contact avec nous et, tout en admettant que le problème soulevé par notre délégation était légitime, nous ont demandé de trouver une formule pour inclure le membre de phrase litigieux dans le projet d'ordre du jour sans que l'énoncé de celui-ci soit modifié.

8. Ces derniers jours, la délégation iranienne a fait part au Gouvernement iranien des sentiments de nos collègues et des représentants de la société civile ici présents, et a proposé différentes formules qui permettent au Comité préparatoire d'avancer dans ses travaux, tout en sauvegardant et en défendant notre position de principe, qui correspond à un point important de la Conférence d'examen du Traité. Enfin,

nous nous sommes concentrés sur la proposition de la délégation sud-africaine. Depuis la séance de vendredi après-midi, la délégation iranienne a fait de son mieux pour étudier toutes les possibilités et trouver les moyens de faire en sorte que cette proposition soit vue comme ayant des chances d'aboutir et ne soit pas rejetée.

9. En conclusion, j'ai l'honneur d'annoncer que mon Gouvernement, dans un geste de bonne volonté et d'ouverture, peut accepter la proposition de l'Afrique du Sud tendant à insérer le membre de phrase susmentionné dans une note de bas de page qui figurerait sur la première page de l'ordre du jour et serait indiquée par un astérisque (\*) placé juste après l'énoncé du point 6 de l'ordre du jour provisoire.

10. Je souligne que cette solution serait le dernier compromis que la délégation iranienne serait en mesure de faire à ce moment particulièrement critique pour faire avancer les travaux de la session du Comité. J'espère que d'autres délégations feront preuve de la même ouverture d'esprit que la délégation iranienne et qu'il sera ainsi possible d'adopter l'ordre du jour de la Conférence et d'entamer immédiatement le débat de fond.

---